

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 24 FÉVRIER 2014

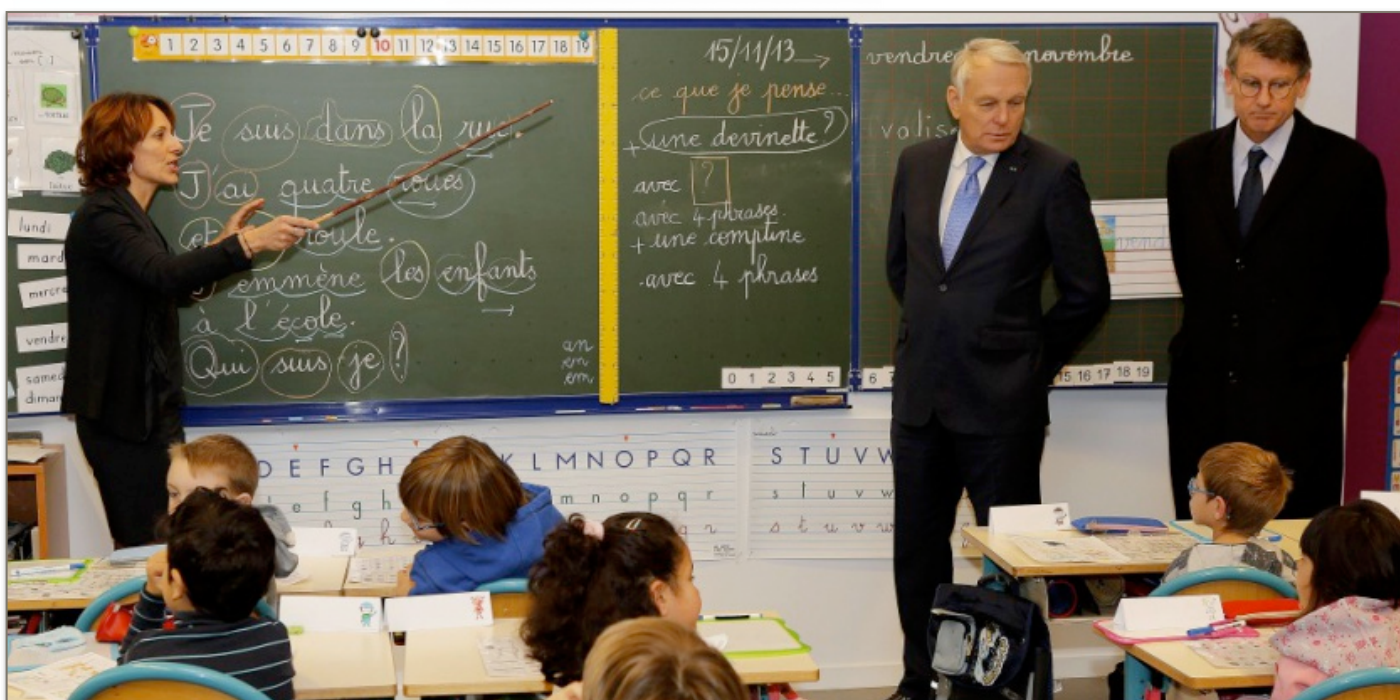
SOMMAIRE

- 1) La dernière de la classe
- 2) Un temps révolu
- 3) Il faut en sortir
- 4) Les cathos...
- 5) Le rat !
- 6) Le dernier...
- 7) La croissance



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Comment la France a sacrifié son école primaire



Jean-Marc Ayrault et Vincent Peillon en visite à l'école élémentaire Danielle Gouze Mitterrand de Cluny (SIPA)



Par Patrick Fauconnier

Notre pays investit 6% de sa richesse dans l'éducation, mais de façon mal répartie. Notre école primaire reçoit 17% de moins que la moyenne OCDE, les lycées reçoivent 38% de plus.

Vincent Peillon vient de décider l'attribution de 300 millions d'euros pour revaloriser les primes des enseignants des zones d'éducation prioritaires. Cela peut-il améliorer sensiblement les performances dans ce secteur ? On peut s'interroger quand on mesure l'ampleur du retard qui est à combler dans le traitement de nos enseignants comparés à nos voisins. Ce sont des chiffres mal connus du grand public, mais qui ressortent de façon frappante dans l'enquête "Regards sur l'Education" que publie tous les ans l'OCDE.

C'est une formidable mine de données sur les systèmes éducatifs. On en parle beaucoup moins que de l'enquête PISA et elle mérite pourtant le détour. Tous les indicateurs concernant l'école primaire, l'enseignement secondaire, l'université et l'insertion dans une quarantaine de pays sont épluchés et comparés. Les derniers chiffres concernant la France ont été peu commentés. Est-ce parce qu'ils sont sortis fin juin 2013, à la veille de la trêve d'été ? Ou en raison de l'épaisseur de ce gros pavé de 452 pages ?

Premier constat de l'OCDE : malgré les revalorisations de 2011, les salaires des enseignants français du primaire et du secondaire sont nettement inférieurs à la moyenne OCDE, tant pour les débutants que pour les profs confirmés ayant 15 ans d'ancienneté. En outre, il faut 34 ans d'ancienneté pour atteindre l'échelon maximum en France contre 24 ans en moyenne dans les autres pays. Un prof du primaire gagne chez nous 11% de moins que la moyenne de ses collègues de l'OCDE. Et il perçoit 75% de ce que gagnent globalement les diplômés de l'enseignement supérieur, contre 82% en moyenne dans l'OCDE. Surtout, la France est le seul pays - avec la Grèce et le Japon - dans lequel le salaire des profs a diminué, en prix constant, entre 2000 et 2011.

Le primaire français gravement négligé

Après ce constat sur les différences de salaires entre pays, ce sont les différences internes à la France qui frappent dans ce document. Elles montrent à quel point nous avons maltraité notre enseignement primaire, par rapport à notre secondaire, en termes de moyens investis. Notre école reçoit 17% de moins que la moyenne OCDE, alors que nos lycées reçoivent 38% en plus ! Nous avons un ratio de 18 élèves par enseignant dans le primaire, contre 15 élèves en moyenne dans l'OCDE. Mais au lycée, c'est l'inverse : le ratio est de 10 élèves par prof (ce qui ne veut bien sûr pas dire 10 élèves par classe) contre 14 en moyenne dans l'OCDE.

Contrairement à de nombreux pays, la France présente un déséquilibre flagrant dans la répartition des dépenses d'éducation entre le primaire et le secondaire", accuse sévèrement l'OCDE dans sa fiche "France".

Ainsi quand on se désole qu'un jeune sur cinq débarque au collège sans savoir lire, écrire et compter, il faut comprendre tout simplement qu'on paye cash le choix historique d'avoir négligé notre primaire. Grâce au SNES, le tout puissant syndicat du secondaire, les moyens sont allés beaucoup plus à nos lycées et collèges qu'à notre école... Le différentiel se retrouve dans le montant de la dépense annuelle par élève : la France est 21e sur 34 pour le primaire, mais seulement 10e dans le secondaire. Sauf que les collèges et lycées aimeraient sûrement accueillir des jeunes qui savent lire, écrire et compter. On dépense en redoublements dans le secondaire de grosses sommes qui auraient pu être économisées si on avait rendu le primaire plus performant.

L'impact des syndicats du secondaire

Pourquoi la dépense par élève est bien plus grande dans le secondaire ? Parce que les charges des enseignants n'ont rien à voir : dans le primaire, un prof fait 25 heures par semaine, alors que dans le secondaire c'est 18h pour un prof certifié et 15h pour un agrégé. Il faut donc beaucoup plus de profs dans le secondaire. Certes ils ont des copies à corriger, et on sait que leur temps de travail est plus proche des 35 à 40 heures. Il n'empêche : historiquement, les syndicats semblent avoir préféré que notre

secondaire ait beaucoup de profs mal payés - parce que faisant moins de présence dans l'établissement - plutôt que moins de profs mieux payés car plus présents, comme en Allemagne.

Un tel déséquilibre de moyens entre primaire et secondaire est choquant alors que dans un tiers des pays de l'OCDE il n'y a pas de différences de traitement entre les profs de ces deux secteurs. Commentaire de l'économiste Eric Charbonnier, expert des questions d'éducation à l'OCDE : "Rester en France [dans cette situation] revient à considérer que les métiers d'enseignants sont complètement différents entre le primaire et le secondaire. Est-ce vraiment le cas ?"

Et pourtant, une des meilleures maternelles du monde

Quel dommage que notre primaire ait ainsi été négligé, car chez nous, les choses démarrent très bien pour les tous petits : nous avons une des meilleures maternelles du monde. Nous sommes 2e sur 36 pays pour le taux de scolarisation des enfants de 3 ans, et 4e pour la scolarisation des enfants de 4 ans. Souhaitons que nous sachions en tirer profit comme les Allemands : "Un des grands axes de la réforme en Allemagne a consisté à renforcer l'apprentissage de la lecture dès la maternelle", souligne Eric Charbonnier. Pour lui, les réformes actuelles en France vont dans le bon sens, à condition de pousser leur logique jusqu'au bout : "Changer les rythmes n'aura d'effet que si l'on agit simultanément sur les méthodes pédagogiques. Créer des primes dans les ZEP c'est très bien, mais il faut que cela s'accompagne de la création de postes d'éducateurs aidant les profs et de la constitution de vraies équipes pédagogiques soudées et durables dans le temps."

Il est clair que tout cela coûte cher, plus que les 300 millions du plan ZEP. C'est sans doute grâce à une rationalisation de la machine éducative qu'on pourrait dégager de gros moyens, comme on l'avait évoqué ici. Car même si, en pourcentage du PIB, notre dépense d'éducation n'est pas dans les meilleures, elle n'est pas non plus calamiteuse, avec 6,3% du PIB, nous sommes dans la moyenne de l'OCDE: 16e sur 33 pays.

Patrick Fauconnier - Le Nouvel Observateur

II) Duflot sur l'écologie : « Le temps des demi-mesures est révolu »

LE MONDE

Propos recueillis par Bastien Bonnefous et Raphaëlle Besse



Sa seconde loi sur le logement a définitivement été adoptée, jeudi 20 février, par le Parlement. Mais pour Cécile Duflot, sa mission au gouvernement n'est pas terminée. Dans la ligne de mire de la ministre de l'égalité des territoires et du logement : le futur projet de loi sur la transition énergétique dont les écologistes ont fait leur priorité. A l'heure des arbitrages, l'ex-numéro 1 des Verts met en garde l'exécutif contre toute tentation de recul.

Samedi 22 février, plusieurs dirigeants d'EELV manifestent contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Si vous n'étiez pas ministre, seriez-vous à leurs côtés ?

Cécile Duflot :

Plutôt deux fois qu'une ! Je suis de cœur avec eux et ils le savent. Ma contestation de ce projet est ancienne, notre participation à la majorité n'y change rien. Le sujet n'est pas politique, c'est un moyen de débattre de la transition énergétique dans un moment où l'on a du mal à trouver des fonds pour investir. La question qui se pose, c'est celle de la transition écologique. Ce n'est plus une option, c'est désormais un devoir. Notre continent a été capable de faire la révolution agricole et industrielle, il doit faire maintenant la révolution écologique. Nous sommes à un rendez-vous

Le gouvernement en est-il conscient ?

Il ne l'a pas encore démontré, et je le regrette. Les élus locaux, les chefs d'entreprise l'ont mieux compris : ils sont dix fois plus en avance que les responsables politiques nationaux. Chacun doit comprendre qu'il n'est pas question d'un accord entre partis politiques mais d'une capacité à engager l'avenir de ce pays. Le président de la République avait raison de dire que la loi sur la transition énergétique devait être la loi majeure du quinquennat.

Dans ce projet, l'Elysée envisagerait de remplacer les vieilles centrales nucléaires par des EPR. Pourriez-vous l'accepter ?

Il y a beaucoup d'enfumage dans ce dossier. Certains groupes, certains lobbys sont dans un jeu d'acteur pour pousser les écologistes en dehors de la majorité et avoir les mains libres pour faire autre chose. Ce sujet n'est pas sur la table et il n'a pas vocation à l'être. L'EPR, c'est surtout un épouvantail à écolos !

Les gaz de schiste également ?

Cela fait dix-huit mois que ce sujet revient régulièrement. Or la position du gouvernement n'a jamais varié. C'est celle d'un compromis clair et lisible : la diminution par deux des consommations énergétiques en France à l'horizon 2050 et le passage de 75 % à 50 % de l'électricité produite par le nucléaire d'ici à 2025. Elle s'impose à tous. Je ne change pas de position toutes les semaines. Cela prouve que les écologistes sont finalement plus respectueux de la position du gouvernement que d'autres.

Que faut-il pour que la loi transition énergétique soit une bonne loi ?

Il faut la mise en oeuvre des engagements pris et un volet très ambitieux sur les économies d'énergie. Le temps des demi-mesures est révolu. Si on rate ce rendez-vous, ce ne sera pas un problème simplement pour les écologistes, mais pour tout le pays. Cela signifiera qu'on aura manqué de capacité de conviction ou que certains auront manqué à leurs responsabilités. Nous devons diminuer la part du nucléaire, pas uniquement pour des questions de sécurité ou de déchets, mais parce que si on ne prend pas ce virage dès aujourd'hui – et c'est presque tard déjà – nous subirons l'avenir. Cela relève du destin collectif de la France. Nous allons accueillir la

conférence internationale sur le climat en 2015 : le pays hôte doit être exemplaire.

Partagez-vous le point de vue de votre parti, qui a affirmé sa « ferme opposition » au pacte de responsabilité ?

Il y a la nécessité d'avoir un cap clair, qui n'est pas suffisamment lisible aujourd'hui. Le pacte est un moyen, pas une orientation. Le débat ne doit pas porter sur les moyens de ce pacte, mais sur l'horizon donné à la politique générale du pays. Le vrai pacte doit permettre la transition écologique, y compris avec les entreprises. On doit entrer dans la logique de l'éco-conditionnalité. Les entreprises sont des partenaires mais la manière idéologique et court-termiste adoptée par le Medef jusqu'à présent n'est pas la bonne. Soit on se replie sur soi, soit on ose. Le pays est plus mûr que l'orientation donnée. Soyons donc moins frileux ! La gauche perd toujours quand elle choisit l'immobilisme plutôt que le mouvement.

Craignez-vous un vote sanction lors des prochaines élections ?

Il y a toujours quelque chose de très particulier avec des élections municipales. Le contexte national infuse dans le débat. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir une forme de tristesse chez ceux qui ont fondé beaucoup d'espoir dans le changement de président en 2012. Et c'est plus grave lorsque la gauche déçoit car il y a plus d'espoir mis dans le changement. Ce que je constate, en revanche, c'est que les écologistes sont en situation d'apparaître comme un élément dynamisant du débat politique. Aux européennes, la vraie inquiétude, c'est l'extrême droite. Imaginons l'image de la France en Europe si le FN arrivait en tête en mai... Ce serait une catastrophe que l'on ne mesure pas assez actuellement. Il faut combattre toute tentation de repli national et défendre au contraire plus de démocratie européenne et plus de projets communs avec nos voisins. Aux européennes, les écologistes seront les seuls à être résolument proeuropéens et convaincus que c'est pour cela que l'Europe doit changer.

Pensez-vous que la solution réside dans un remaniement ?

J'ai développé un grand détachement à ce sujet.

Les rumeurs occupent surtout quelques journalistes et responsables politiques, mais le reste du pays s'en moque. Je plaide pour mettre du long terme dans l'action politique, pas pour multiplier des coups de com'. La force d'un gouvernement, c'est aussi son collectif.

Les relations au sein de la majorité vous satisfont-elles ?

Il y a des débats, c'est normal : on ne fait pas marcher à la baguette la majorité. Mais nous manquons d'espace de débats collectifs, ouverts et partagés. Les socialistes ont trop l'habitude de gouverner seuls. Je promets que, quand les écologistes seront majoritaires, nous serons plus attachés au collectif.

Comment envisagez-vous votre avenir ? Êtes-vous favorable à une candidature des écologistes en 2017 ?

On souffre de considérer la politique uniquement comme un jeu tactique. La politique sans idéal n'est rien qu'une sale manie. Pour ma part, je ne suis frileuse de rien : je peux tout autant m'effacer que ne pas me taire. Pour 2017, le débat politique se posera en fonction de la situation politique. Une fois pour toutes, la défaite du 21 avril 2002 n'est pas due à l'éparpillement des candidatures. Croire cela, c'est être condamné à revivre le 21 avril : on n'oblige pas les citoyens à voter pour telle ou telle candidature. En 2002, le problème était une incompréhension par l'électorat de gauche du virage pris par la majorité de l'époque en 2000. Ne répétons pas les mêmes erreurs, la majorité actuelle peut prendre une autre voie.

Bastien Bonnefous
Journaliste au Monde

Raphaëlle Besse Desmoulières
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Notre-Dame-des-Landes: «EELV doit sortir de l'ambiguïté» tance Jean-Marc Ayrault



Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le 31 janvier 2014 à Saint-Herblain, près de Nantes. Sebastien Salom-Gomis/SIPA

Cécile Duflot avait soutenu la manifestation de samedi qui a dégénéré...

Bientôt une crise ouverte au gouvernement avec les écologistes? Jean-Marc Ayrault a tancé ce dimanche les alliés écologistes, estimant qu'«EELV doit sortir de l'ambiguïté», au sujet du soutien du parti à la manifestation contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes de samedi, qui a dégénéré.

«Ces violences sont inacceptables dans un Etat de droit. Tous ceux qui exercent des responsabilités publiques doivent condamner les squatteurs de la Zad (zone d'aménagement différé dédiée à l'aéroport, ndlr), organisateurs délibérés de ces violences», a déclaré dimanche à Presse-Océan Jean-Marc Ayrault, par ailleurs ancien député-maire de Nantes.

Duflot visée

L'attaque vise particulièrement Cécile Duflot, qui avait dit son soutien «de cœur» aux manifestants vendredi dans un entretien au Monde. Alors qu'il lui était demandé si elle serait à la manifestation si elle n'était pas ministre, l'ex-patronne des Verts avait répondu: «Plutôt deux fois qu'une! Je suis de cœur avec eux et ils le savent. Ma contestation de ce projet est ancienne, notre participation à la majorité n'y change rien».

Cette nouvelle passe d'arme entre Jean-Marc Ayrault et les écologistes pourrait déclencher une nouvelle crise au gouvernement. En tout cas, certains écologistes ont mal pris ce sermon du Premier ministre. Ainsi, Alexis Braud, l'adjoint au maire d'Allones, ironise sur Twitter:



Alexis Braud @AlexisBraud

J'invite @jeanmarcayrault à sortir de l'ambiguïté, si ce projet inutile n'était pas son bébé il serait abandonné depuis longtemps #nddl 1:31 PM - 23 Févr 2014

Sur Twitter, Hervé Morin a sévèrement jugé le soutien des écologistes et s'est interrogé sur leur maintien au gouvernement:



@Herve_Morin

#Nantes / @CecileDuflot : comment peut-on rester au gouvernement après des déclarations pareilles ? La schizophrénie a des limites ! 11:40 AM - 23 Févr 2014

A l'UMP, le directeur de cabinet de Jean-François Copé et candidat aux européennes dans le Nord-Ouest, a lui taclé Jean-Marc Ayrault:



Jerome Lavrilleux @jlavrilleux

Ayrault dit à @CecileDuflot de sortir de l'ambiguïté / aéroport. Qui lui dit sans ambiguïté qu'il est tjrs PM et qu'il peut la virer du gvt? 1:33 PM - 23 Févr 2014

M.P. avec AFP 20minutes.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les catholiques français progressistes sur les sujets de société

SOURCE AFP Le Point.fr

Un sondage révèle que 90 % des catholiques français sont favorables au droit à l'IGV, et 54 % se prononcent pour le droit au mariage des couples homosexuels.



Photo d'illustration. © Fred de Noyelle / Godong / Photononstop

Les catholiques français se montrent progressistes sur les sujets de société, selon un sondage BVA pour Le Parisien Dimanche/Aujourd'hui en France. Selon le sondage, 54 % des catholiques interrogés se prononcent pour le droit au mariage des couples homosexuels contre 61 % pour l'ensemble de la population française. Ils sont 42 % à approuver le droit à l'adoption pour les couples homosexuels (50 % pour l'ensemble de la population) et 30 % (contre 39 %) à admettre que les couples homosexuels puissent avoir recours à la procréation médicalement assistée (PMA).

90 % des catholiques interrogés se disent favorables au droit à l'IVG (91 % pour l'ensemble des Français). Les catholiques pratiquants réguliers (8 % des Français) sont en revanche plus réservés, puisqu'ils sont en effet 63 % à l'approuver. 92 % des catholiques se montrent favorables à l'utilisation du préservatif (91 % de l'ensemble des Français). Par ailleurs, si 87 % d'entre eux autorisent le mariage des prêtres, 84 % donnent la possibilité aux femmes de devenir prêtre.

Le sondage a été réalisé par Internet les 20 et 21 février auprès d'un échantillon de 994 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas.

V) Mazarine traite de "rat" le paparazzi qui a pisté Julie Gayet

Le Point.fr

La fille de François Mitterrand s'indigne de la bienveillance accordée au photographe qui a piégé le couple Hollande-Gayet. Le même qui l'avait photographiée en 1994.



Mazarine Pingeot. © Baltel / Sipa

Par Marc Fourny

On ne l'avait pas encore entendue, c'est fait. Mazarine Pingeot s'est montrée particulièrement virulente pour critiquer la publication des photos sur la liaison entre le président François Hollande et l'actrice Julie Gayet. "C'est ignoble, a-t-elle jugé sur l'antenne de RTL. Je ne vois pas pourquoi, sous prétexte que François Hollande est président, on devrait connaître toute sa vie privée. Ça ne concerne que lui, sa relation n'empiétait pas sur quoi que ce soit, remarque la jeune femme, donc je ne vois pas pourquoi on ne lui fout pas la paix."

Avant de s'en prendre directement à Sébastien Valiela, le photographe à l'origine du scoop. "Ce paparazzi, j'avais lu son portrait dans Le Monde, je trouve qu'il y a une complaisance autour de son travail, alors que quand on lit l'interview, c'est pathétique", estime la fille de François Mitterrand. "Le type est quand même fier de faire du mal, il est fier de ses photos, fier de planquer pendant des heures comme un rat."

"Je me sentais sale"

Fallait-il s'attendre à une autre réaction ? Voir Mazarine Pingeot défendre soudain les paparazzis n'aurait pas manqué de sel ! Sébastien Valiela est le même photographe qui l'a immortalisée au bras

de son père, à l'automne 1994, révélant ainsi son existence à la France entière. À l'époque, il a seulement 23 ans, et sa "planque" se négocie un peu plus de 300 000 francs - environ 50 000 euros - et fait la une de Paris Match. Mazarine est prévenue par son père, qui lui demande de "se préparer" à la tornade médiatique. "C'était horrible, se souvient-elle dans une interview donnée à Psychologie Magazine, en 2009. Ne pas me montrer était devenue une seconde nature et là, j'étais exposée sur tous les murs ! Je ne sortais plus. Chez moi, je fermais les volets. Je me sentais sale, je me lavais tous le temps. Il m'a fallu du temps pour retourner à Normale sup (où elle suivait ses études, ndlr), en rasant les murs. Tous les regards avaient changé."

Pour la jeune fille, il s'agit véritablement d'une seconde naissance, violente et douloureuse, liée pour toujours à une profession qu'elle déteste forcément, même si, avec le recul, elle estime que ce secret ne pouvait qu'être dévoilé. "De toute façon, ça devait sortir un jour ou l'autre, juge-t-elle dans Psychologie, quinze ans après les faits. Mon père était très malade, mais encore en vie. Il en a été heureux. Moi, ce jour-là, ma vie a basculé. C'est devenu à la fois plus simple de dire : Eh bien, voilà qui je suis, et compliqué de n'être réduite qu'à cette image."

"Entre nous, on s'appelle les rats"

Après une phase de dépression, et même un problème d'anorexie, Mazarine a su se reconstruire, notamment par l'écriture et grâce à sa propre famille - professeur agrégé, elle est mère de trois enfants. Mais elle n'a rien oublié et s'inquiète de voir naître une certaine bienveillance du public pour ces photographes et leurs méthodes qu'elle assimile à un "viol". "On est dans une inversion de valeur aujourd'hui qui est vraiment déstabilisante, affirme-t-elle sur RTL. Il y a une exposition à Pompidou-Metz sur les paparazzis... comme si ça pouvait devenir un art ! Je trouve ça extrêmement inquiétant."

La charge de Mazarine ne va guère émouvoir le métier. Le fait de se faire comparer à des rongeurs nuisibles devrait plus faire sourire les paparazzis qu'autre chose. "Entre nous, on s'appelle les rats", rappelle le photographe Pascal Rostain, le plus connu d'entre eux, dans le catalogue officiel de cette même exposition. Proche de Carla Bruni, Rostain a lui-même hébergé un temps François Hollande et sa consoeur de Paris Match Valérie Trierweiler, pour leur éviter... les paparazzis. Ils

forment un monde de chasseurs, habitués depuis toujours à naviguer entre ombre et lumière.

VI) Le dernier rempart de l'Etat providence

Certains économistes associent déjà la France aux économies malades du sud de l'Europe. Pourtant, si les réformes entreprises par les socialistes parviennent à préserver son modèle social, tous ses voisins européens lui emboîteront le pas.

The New York Times
| Katrin Bennhold



Le palais de l'Élysée, à Paris - Remi Mathis/CC

Lors d'un récent dîner, le prix Nobel d'économie Christopher Pissarides a proposé en plaisantant que la zone euro appose un tampon avec le mot "Sud" sur la moitié de ses billets de banque et fasse circuler deux monnaies parallèles : l'une dans la moitié nord, prudente ; l'autre dans la moitié sud, latine. "La France fait partie du Sud", a-t-il affirmé.

M. Pissarides, professeur à la London School of Economics, n'avait pas en tête le fait que le président François Hollande a été surpris en train de jouer les "latin lovers" avec une actrice. Il pensait plutôt au coût de la main-d'œuvre qui augmente plus rapidement en France qu'en Grèce, au niveau de la dette par rapport au PIB, supérieur à celui de l'Espagne, et au taux de chômage des jeunes, digne de l'Italie dans certaines banlieues où vivent des communautés d'origines ethniques diverses [en décembre 2013, le taux de chômage était de 12,7% en Italie, de 10,8% en France].

Reléguée en deuxième division ?

L'une des questions qui occuperont l'esprit des Européens en 2014 est la suivante : la France parviendra-t-elle à éviter sa relégation en deuxième division européenne ?

La crise de l'euro a transformé la France en une sorte de pays test pour la survie de l'Etat providence, qui, à travers ses incarnations diverses, reste un pilier de l'identité européenne d'après-guerre. Si la France, avec son fier passé et ses syndicats bagarreurs, réussit à sauver son modèle social, alors tous ses voisins y parviendront.

Le ministre de l'Economie de M. Hollande, Pierre Moscovici, affirme que le président est conscient de l'urgence. "A la fin de l'année dernière, il a vu que le choix était clair", a-t-il déclaré dans une récente interview. "Soit nous continuions comme avant, soit nous procédions aux changements historiques qui feront entrer notre système social dans le XXI^e siècle."

Jusqu'à récemment, la France donnait souvent l'impression d'aller à contre-courant. Par exemple, M. Hollande a abaissé l'âge minimum de la retraite à 60 ans alors que l'Allemagne et la Grèce l'ont élevé à 67 ans. Mais le ton a changé à Paris. Le mois dernier, le président a annoncé un "pacte de responsabilité" et promis une baisse du coût du travail de 30 milliards d'euros. En échange, les entreprises doivent s'engager à embaucher davantage.

"La réforme du marché du travail la plus ambitieuse depuis quarante ans", comme l'appelle M. Moscovici, est venue s'ajouter à une promesse précédente : la réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros et la réduction de la dette publique à 3 % du PIB d'ici 2015.

Les entreprises ont commencé à tendre l'oreille. "On sent une nouvelle détermination", commente Virginie Morgon, directrice générale d'Eurazeo, une société d'investissement privée. Même Nicholas Spiro, le directeur de Spiro Sovereign Strategy, qui aime appeler la France "l'homme malade de l'Europe", a trouvé que M. Hollande "tient des discours plutôt inhabituels pour un gouvernement socialiste".

Contre le modèle anglo-saxon

M. Hollande va-t-il devenir le Gerhard Schröder français – c'est à l'ex-chancelier social-démocrate que l'Allemagne doit les réformes qui lui ont permis de renforcer sa puissance économique depuis une décennie ? Tel est bien le message qui a été envoyé aux chefs d'entreprise de tous les pays conviés à l'Elysée lundi [17 février] et engagés à investir en France. Les start-up étrangères bénéficieront d'aides à l'implantation et d'une stabilité fiscale, leur a annoncé le président.

La plupart des observateurs sont d'accord pour le dire : c'est un socialiste qui va changer l'Etat providence français. Mais M. Schröder a engagé ses réformes pendant une période de prospérité. M. Hollande, lui, doit se colleter avec les conséquences de la grande récession. "Les réformes structurelles seront plus difficiles avec une économie française à genoux", précise M. Spiro.

Alléger les charges des entreprises ne suffit pas, poursuit M. Spiro. Elever l'âge de la retraite et remettre en cause l'idée d'un emploi permanent et protégé permettraient d'avancer vers cet idéal de flexibilité et de solidarité à la scandinave dont la France dit s'inspirer. Et faciliter les licenciements ? "Certains rêvent de voir la France devenir un pays anglo-saxon", commente M. Moscovici. "Ce n'est pas ce que nous sommes, et ce n'est pas ce que nous voulons être."

La France dispose de nombreux atouts, notamment un taux de natalité proche du taux de remplacement, d'excellentes infrastructures, de bons ingénieurs et d'une mobilité sociale qui, bien qu'en déclin, reste plus forte qu'aux Etats-Unis et qu'en Grande-Bretagne. C'est aussi le seul pays d'Europe qui réunisse le Nord friand de beurre et de bière et le Sud qui préfère l'huile d'olive et le vin.

courrierinternational.com

LAPRESSEENREVUE.EU

Mantes-la-Jolie : l'UMP va annoncer le ralliement d'un militant socialiste influent

Mehdi Gherdane

Un beau « coup », pour le maire sortant (UMP) de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Demain, Michel Vialay doit annoncer le ralliement à sa liste d'Ali El Abdi, un militant socialiste réputé et apprécié dans la commune. Ce dernier devrait s'exprimer sur les raisons de son choix demain lundi à 12 heures, brisant ainsi le secret absolu autour de ce débauchage.

Depuis plusieurs jours, Pierre Bédier, l'ancien député-maire (UMP) et colistier de Michel Vialay annonçait d'un ton mystérieux « des surprises », sans vouloir en dire plus.

Rama Sall, tête de liste socialiste aux municipales, n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

LeParisien.fr

VII) Le G 20 se fixe un objectif de 2% de croissance supplémentaire

Par Richard Hiault

Les Grands argentiers du G20, réunis samedi et ce dimanche, à Sydney ont adopté un nouvel objectif. Devant la faiblesse de la croissance mondiale et la persistance d'un chômage de masse, les ministres des Finances des vingt pays les plus puissants économiquement de la planète entendent, d'ici 2018, accroître la croissance de deux points de pourcentage supplémentaires, en « développant des politiques ambitieuses mais réalistes ». « Cela représente plus de 2.000 milliards de dollars en termes réels et permettra la

création de nombreux emplois », ont souligné les ministres. Cette ambition nécessite « l'accroissement des investissements, la hausse de l'emploi et la participation (NDLR au marché du travail), l'amélioration du commerce et la promotion de la concurrence (...) ». Tout en reconnaissant des « signes d'amélioration » dans l'économie mondiale, en particulier un renforcement de la croissance aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Japon ainsi qu'une reprise dans la zone euro, « il n'y a pas de place pour la complaisance », ont insisté les ministres. « Cela permet de mesurer le chemin parcouru » depuis la crise financière, a relevé le ministre des Finances français, Pierre Moscovici. « En 2010, on s'était engagé dans la réduction des déficits, en 2012, on parlait de la survie de la zone euro », a-t-il rappelé. « Aujourd'hui, on parle de la croissance ».

Alors que les marchés émergents sont sévèrement secoué depuis plusieurs semaines par les sorties de capitaux liées, en partie, au changement de cap monétaire de la réserve fédérale américaine, les grands argentiers du G20 se sont engagés à « calibrer avec attention et à communiquer clairement » sur leur politique monétaire. Néanmoins, il apparaît implicitement que ces pays émergents se doivent aussi d'adopter des mesures en particulier en laissant leur taux de change s'ajuster à leur nouvel environnement. « Nous avons eu des échanges de vues, fait preuve de respect pour les politiques de chacun et de compréhension pour les effets collatéraux que (des politiques) peuvent avoir sur d'autres pays », a indiqué Christine Lagarde, directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI) à l'issue de la réunion. Une directrice qui voit toujours d'un mauvais œil le blocage, par les Etats-Unis, de la réforme de l'actionnariat de l'institution multilatérale devant renforcer le pouvoir des grands pays émergents dans sa gouvernance. « Nous regrettons profondément que la réforme de la gouvernance et des quotas (NDLR : droits de vote des pays membres du FMI) agréée en 2010 n'est toujours pas effective (...) ». Les ministres exhortent donc les Etats-Unis à ratifier le texte « avant notre prochaine réunion en avril » à Washington.

Sur le plan de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, les grands argentiers ont franchi une nouvelle étape en approuvant la norme d'échange automatique de données fiscales conçue par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) que plus de 42 pays se sont engagés à appliquer. Cette

Cette norme va « renforcer la coopération fiscale internationale, placer les gouvernements sur un pied d'égalité lorsqu'ils cherchent à protéger l'intégrité de leur système de taxation et (permettre) la lutte contre l'évasion fiscale », selon le secrétaire général de l'Organisation, Angel Gurría. La mise en place de cette norme, qui va plus loin que des coopérations reposant sur la bonne volonté des différents pays concernés, doit démarrer fin 2015.



Les ministres des Finances des vingt puissances économiques entendent accroître la croissance de deux points de pourcentage supplémentaires - Reuters

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :
Chrétiennes et Musulmanes
Une force pour la R.C.A. Centrafrique



**une journée pour un nouveau
départ...**

SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h
THEATRE DU GYMNASSE
38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X°

Entrée Libre

Métro : Bonne Nouvelle

Parking : Rex Atrium



Un évènement organisé par les femmes de PERLES DE LUMIERE
D'AFRIQUE

Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Samedi 08 Mars 2014 de 14h à 17h

**Les femmes du monde mettent à l'honneur
« La femme Centrafricaine »**

Conférence-Débat sur la situation en République Centrafricaine

Le début d'une nouvelle ère



**SALLE DEVOSGE
5 bis Rue Devosge
21000 Dijon**

Entrée libre (Buffet)

**Infos :
06 76 25 16 87
06 24 12 05 74**

**Lydie Pace (soprano dramatique)
Frédéric Prébolin (piano)**

Avec le soutien de la Mairie de Dijon, du Député de la Côte d'Or Laurent Grandguillaume, De la Diaspora Afro-Antillaise de Bourgogne, des femmes de « Perles de lumière d'Afrique » (Paris) et de, Fraternité Boganda (Toulouse & Le Kremlin-Bicêtre), avec la parrainage de Madame Boganda Hélène.

A suivre...
La Presse en
Revue